

Questions de Modes (d'Emplois)

Parution irrégulière et à géométrie variable

d'informations recueillies dans la presse

sur les Missions Locales et l'insertion socio-professionnelle des jeunes

x Dans [un article du 4 juin du Figaro](#), Hervé Morin, Président des Régions de France, élu Les Républicains, déclare qu'il faut « des structures en capacité de gérer les demandeurs d'emplois. On n'est pas là pour se faire plaisir par des signatures de conventions mais pour faire en sorte de ramener des demandeurs d'emplois vers le marché du travail ». Qui plus est l'Etat doit, selon lui, s'appuyer pour cela sur Pôle Emploi et...les Missions Locales ! Honnêtement, on se serait passés de ce soutien pour le moins étrange ! Mais en poursuivant la lecture de l'article, on est vite rassurés. Hervé Morin déclare en effet que l'Etat devrait laisser le pilotage de ces structures aux Régions pour faciliter l'adéquation entre l'offre de formation et la demande réelle des entreprises ! Comme si ce n'était pas déjà le cas, et comme si les annonces gouvernementales en termes de formations à venir, sous couvert d'un appui réel aux demandeuses et demandeurs d'emploi, n'avaient pas pour objectif de contraindre chacune et chacun à suivre des formations uniquement adaptées aux « besoins » des employeurs !

x Ce n'est pas nous qui le disons, mais on pourrait ! [Michel Mourouvin, secrétaire du Synami s'emporte :](#) « *On nous fait miroiter les fonds du plan d'investissement dans les compétences (PIC) mais en Bretagne, certains de nos collègues en sont réduits à [...] verser 11 euros par mois [aux jeunes, dans le cadre du PACEA]. Quelle crédibilité pour l'Etat qui ne remplit pas son contrat ? L'institution, le conseiller qui ne peuvent compléter leur formation et même les aider à décrocher leur permis de conduire ? Aucune !* »

x Bonne nouvelle ! [L'enveloppe du PACEA va augmenter de 10 millions d'euros en 2018 !](#) Non, laissez tomber, c'est une blague... Comme cela s'est déjà produit par le passé pour d'autres dispositifs, c'est après l'annonce initiale de la baisse de 50% du budget alloué au PACEA et « l'alerte » exprimée en janvier dernier par l'UNML, que la DGEFP a décidé d'abonder à nouveau les fonds de 10 millions d'euros. Comme d'habitude, derrière les annonces, il y a la brutalité des chiffres. Alors que les Missions Locales sont objectivées (et donc financées) sur des résultats, on leur ôte les moyens de travailler. Passant dans un premier temps de 22 millions d'euros en 2017 à 10 millions d'euros cette année, pour atteindre finalement une enveloppe globale de 20 millions, le « geste » de la DGEFP ne permet même pas de revenir au niveau initial de financement ! Non seulement deux millions d'euros (9%!) sont perdus dans la nature (pardon, redistribués), mais les dix millions d'euros « donnés à titre exceptionnel » (faudrait pas qu'on s'habitue non plus...) sont prélevés sur d'autres budgets ! Une nouvelle fois, c'est en prenant à des dispositifs déjà existants que l'on arrive à faire croire aux Missions Locales qu'elles vont pouvoir assurer leur travail ! Et quel travail ! Car honnêtement, le PACEA a-t-il une utilité ?